

Une expérience originale d'intégration économique

Le projet européen

Un projet économique et politique : ancrer l'Europe dans la démocratie et l'économie de marché

Favoriser la paix par l'intégration économique Idée du « doux commerce » de Montesquieu
2 piliers : marché unique et monnaie unique. Le marché unique repose sur le **libre-échange** (des biens et services, et des facteurs de production) et cherche à créer les conditions de la **CPP**.
L'UEM doit doter l'UE d'une monnaie forte et stable qui favorise les échanges.
Dimension démocratique (une démocratie exemplaire et innovante) et **culturelle** (créer une identité européenne et rapprocher les peuples, ex. Erasmus).
Atteindre une **taille suffisante** pour peser économiquement et politiquement face aux deux blocs.

Les étapes théoriques d'une intégration régionale

Bela Balassa, Theory of economic integration, 1961

1. Zone de libre-échange : suppression des barrières douanières
2. Union douanière : ZLE + tarif douanier extérieur commun
3. Marché commun : Union douanière + libre circulation des facteurs de production
4. Union économique : Marché commun + politiques communes
5. Union économique et monétaire : Union économique + monnaie unique

Ces étapes n'ont pas été suivies par l'UE :

- ✓ Politiques communes dès l'origine (ex. CECA, PAC,...)
- ✓ Institutions supranationales dès l'origine (Commission européenne...)

La mise en œuvre de l'Union économique et monétaire

Contexte :

- ⊗ **Instabilité monétaire**
Changes flottants depuis l'abandon de la convertibilité-or du \$ en 1971. Stratégies monétaires non-coopératives (dévaluations compétitives) dans le cadre du SME
- ⊗ **La politique monétaire est contrainte** par l'obligation de maintenir des parités fixes (SME)
- ⊗ **Inefficacité des politiques budgétaires** traditionnelles (échec de la relance Mauroy en 1981)

Avantages attendus :

- ✓ **Du marché unique**
 - ⊗ Effet de dimension, de concurrence et de diversité. Croissance, emploi.
 - ⊗ Allocation optimale des ressources.
- ✓ **De la monnaie unique**
 - ⊗ Indépendance de la politique monétaire et mobilité des capitaux (triangle d'incompatibilité de Mundell)
 - ⊗ Disparition des risques et des frais de change
 - ⊗ Comparaison des prix facilitée (transparence)
 - ⊗ Inflation maîtrisée, ce qui permet de diminuer les taux d'intérêts

Nécessite :

- Des critères de convergence**
Pour garantir la confiance dans l'euro et sa stabilité, éviter les comportements de passager clandestin, et mener une politique monétaire unique
- Inflation maîtrisée (+/- 2%)**
- Déficit public limité à 3% du PIB**
- Dettes publiques limitées à 60% du PIB**

Les outils de la politique économique

Politiques conjoncturelles

But : corriger les déséquilibres macroéconomiques, rapprocher la croissance effective et la croissance potentielle. Moyens :

Politique monétaire : faire varier la masse monétaire pour stimuler ou ralentir le crédit : action sur les taux d'intérêts, politique d'achat de créances, assouplissement quantitatif, ... Menée par la BCE.

Politique budgétaire : faire varier les recettes et les dépenses de l'Etat pour stimuler ou ralentir l'investissement et la consommation (repose sur le multiplicateur keynésien). Menée par les Etats.

Politiques structurelles

But : élever le niveau de la croissance potentielle, rapprocher les niveaux de vie (politiques de cohésion de l'UE)

Moyens : augmenter la quantité des facteurs de production (travail capital et progrès technique) et leur efficacité : dépenses d'éducation, de R&D, infrastructures, ...

Les difficultés de coordination des politiques économiques dans l'UE

Divergences au sein de l'UE

Responsabilité des pays du Sud, rentrés sans respecter les critères de convergence, et qui ont fondé leur croissance sur l'endettement public ou privé, pendant que les pays du Nord renforçaient leur compétitivité

Vice de construction de la zone euro, qui n'est pas une Zone Monétaire Optimale : pas de mécanismes compensateurs en cas de divergences (absence de budget fédéral, faible mobilité du travail).

Politiques mercantilistes : dumping fiscal ou social

Crise multiforme :

Crise économique : baisse de l'activité, de l'emploi

Crise des dettes souveraines : doutes sur la solvabilité de certains Etats

Crise bancaire : doutes sur la solvabilité des banques

Crise de gouvernance : doutes sur la capacité des pouvoirs publics à apporter des solutions

Des politiques économiques peu efficaces

Politique budgétaire : budget de l'UE trop faible et pas autonome. Politiques budgétaires restent nationales mais contraintes par PCS, contrainte budgétaire, extérieure, équivalence ricardienne.

Politique monétaire : politique unique pas adaptée aux divergences de niveau d'inflation. Dévaluation impossible (plus de monnaies nationales).

Politiques structurelles : budget de l'UE trop faible et en baisse alors qu'élargissement rapide.

Réponses institutionnelles insuffisantes : MES + règle d'or budgétaire + union bancaire mais pas de budget fédéral. Difficultés de prise de décision à 28